



Veille européenne

Bulletin n°8 : Octobre 2016

Sommaire

FISCALITE	5
PANAMA PAPERS	5
26 octobre 2016 – Commission parlementaire d’enquête sur l’évasion fiscale (PANA)	5
○ Projet de programme de travail	5
13 octobre 2016 – Commission parlementaire d’enquête sur l’évasion fiscale (PANA)	5
○ Audition publique.....	5
4 octobre 2016 – Parlement européen	5
○ Débat en plénière.....	5
ASSIETTE COMMUNE CONSOLIDEE DE L’IMPOT DES SOCIETES	6
25 octobre 2016 – Commission européenne	6
○ Publication des propositions législatives	6
CONSEIL FISCAL EUROPEEN	6
19 octobre 2016 - Commission européenne	6
○ Nomination des membres.....	6
ENQUETES SUR LES PRATIQUES FISCALES DES ENTREPRISES	6
10 octobre 2016 – Commission parlementaire des Affaires économiques (ECON)	6
○ Audition de la Commissaire à la Concurrence.....	6
TRANSPARENCE FISCALE	7
11 octobre 2016 – Conseil des Ministres, formation Economie et Finances	7
○ Adoption de conclusions	7
DONNEES PERSONNELLES	8
ACCORD UE-USA SUR L’ECHANGE DE DONNEES A DES FINS COMMERCIALES (PRIVACY SHIELD)	8

27 octobre 2016 – Digital Rights Ireland	8
○ Recours.....	8
REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES	8
19 octobre 2016 – Symantec	8
○ Rapport.....	8
ECONOMIE DES DONNÉES	8
25 octobre 2016 – Commission européenne	8
○ Programme de travail 2017.....	8
17 octobre 2016 – Commission européenne	9
○ Conférence de haut niveau	9
NUMÉRISATION DE L’INDUSTRIE	9
12 octobre 2016 – Commission parlementaire de l’Industrie et de la Recherche (ITRE)	9
○ Examen du projet de rapport sur le cloud	9
12 octobre 2016 - Commission parlementaire de l’Industrie et de la Recherche (ITRE)	9
○ Echange de vues préliminaire	9
MARCHE INTERIEUR	10
PROGRAMME 2017	10
25 octobre 2016 – Commission européenne	10
○ Programme de travail 2017.....	10
E-COMMERCE	10
20 octobre 2016 – Parlement européen	10
○ Etude	10
17 octobre 2016 – Commission européenne	10
○ Sommet des consommateurs 2016.....	10
QUALITE DE L’INDUSTRIE	11
10 octobre 2016 – Commission européenne	11

○ Création d'un groupe de travail	11
CONCENTRATIONS	11
7 octobre 2016 – Commission européenne	11
○ Consultation	11
DROIT DES AFFAIRES	11
13 octobre 2016 – Commission parlementaire des Affaires juridiques (JURI).....	11
○ Audition publique.....	11
3 octobre 2016 – Parlement européen	12
○ Etude	12
EMPLOI	13
AGENDA DES COMPETENCES	13
13 octobre 2016 – Conseil des Ministres, formation Emploi.....	13
○ Echange de vues.....	13
10 octobre 2016 – Conseil des Ministres, formation Agriculture.....	13
○ Adoption de conclusions	13
CHOMAGE DE LONGUE DUREE	13
13 octobre 2016 – Conseil des Ministres, formation Emploi.....	13
○ Echange de vues.....	13
PILIER EUROPEEN DES DROITS SOCIAUX	13
25 octobre 2016 – Commission européenne	13
○ Programme de travail 2017.....	14
19 octobre 2016 – Commission européenne et partenaires sociaux	14
○ Sommet social tripartite.....	14
13 octobre 2016 – Conseil des Ministres, formation Emploi.....	14
○ Information	14
13 octobre 2016 – Conseil des Ministres, formation Emploi.....	14

○	Approbation des recommandations	14
	LICENCIEMENTS	15
	5 octobre 2016 – Parlement européen	15
○	Adoption d’une résolution	15
	OBJECTIFS ET FINANCEMENTS	15
	13 octobre 2016 – Conseil des Ministres, formation Emploi.....	15
○	Adoption des lignes directrices	15
	12 octobre 2016 – Commission européenne	15
○	Consultation	15

FISCALITE

PANAMA PAPERS

26 octobre 2016 – Commission parlementaire d’enquête sur l’évasion fiscale (PANA)

- Projet de programme de travail

La commission parlementaire d’enquête sur l’évasion fiscale a publié son [projet de programme de travail](#) jusqu’en mars 2017. Elle prévoit ainsi d’organiser plusieurs auditions d’experts sur le cadre général de l’application des règles relatives à la fiscalité au niveau international et européen. La seconde partie des auditions se concentrera plus spécifiquement sur le cas des Panama papers (le rôle des intermédiaires, l’évaluation des manques en matière législatives). Les membres de la commission devraient également se rendre au Luxembourg en janvier pour une mission d’observation.

13 octobre 2016 – Commission parlementaire d’enquête sur l’évasion fiscale (PANA)

- Audition publique

La commission parlementaire a organisé une audition publique pour comprendre comment les standards internationaux en matière d’échange d’informations à des fins fiscales sont établis et pour identifier les organes et les mécanismes qui sont chargés de leur mise en œuvre effective. Un intervenant a souligné qu’il fallait que les Etats prennent davantage en compte l’effet de leurs décisions fiscales sur les autres Etats et qu’ils avaient pour cela besoin des informations et des capacités de les traiter. Le programme et les contributions des intervenants sont disponibles [ici](#).

4 octobre 2016 – Parlement européen

- Débat en plénière

A la suite du recrutement de l’ancien Président de la Commission José Manuel Barroso par Goldman Sachs et des révélations sur la direction d’une entreprise offshore par l’ancienne Commissaire à la concurrence et au numérique Neelie Kroes, les eurodéputés ont procédé à un débat avec le Commissaire en charge des Affaires économiques, Pierre Moscovici, qui a rappelé l’ambition et les mesures prises par la Commission Juncker en matière de lutte contre l’évasion fiscale et en faveur de la transparence fiscale. Pour les parlementaires, l’ampleur des Panama Papers et des Bahamas Leaks illustre la nécessité d’une coopération entre Etats membres pour faire pression sur les paradis fiscaux.

ASSIETTE COMMUNE CONSOLIDEE DE L'IMPOT DES SOCIETES

25 octobre 2016 – Commission européenne

- Publication des propositions législatives

Afin d'éliminer les failles associées au transfert de bénéfices à des fins fiscales, d'encourager les sociétés à financer leurs activités par des fonds propres et par le marché, et de soutenir l'innovation à l'aide d'incitations fiscales en faveur d'activités de R&D liées à une activité économique réelle, la Commission a publié un paquet de propositions pour une assiette commune consolidée pour l'impôt sur les sociétés (ACCIS). Il est composé de trois propositions de directive relatives à une assiette commune pour l'impôt sur les sociétés ([lien](#)), à une assiette commune consolidée pour l'impôt sur les sociétés ([lien](#)) et à un mécanisme de résolution des différends relatifs à la double imposition ([lien](#)). S'agissant de dispositions d'ordre fiscal, ces propositions ont été transmises au Parlement pour consultation et au Conseil pour adoption à l'unanimité des Etats membres.

CONSEIL FISCAL EUROPEEN

19 octobre 2016 - Commission européenne

- Nomination des membres

La Commission a formellement nommé les membres du Conseil fiscal européen. Ce nouvel organe consultatif indépendant a été créé à la suite d'une recommandation d'un [rapport](#) rédigé en juin 2015 par les présidents de cinq institutions européennes pour compléter l'Union économique et monétaire. Ce Conseil a pour mission d'évaluer la mise en œuvre des règles fiscales européennes, de conseiller la Commission sur les mesures fiscales nécessaires pour la zone euro et de coopérer avec les conseils fiscaux de chaque Etat membre pour échanger de bonnes pratiques. La Commission, la Banque centrale européenne et les ministres du groupe de la zone euro (l'Eurogroupe) ont donné leur aval à la nomination de cinq experts indépendants : le Danois Niels Thygesen qui présidera le Conseil, le Néerlandais Roel Beetsma, l'Italien Massimo Bordignon, la Française Sandrine Duchêne et le Polonais Mateusz Szczurek.

ENQUETES SUR LES PRATIQUES FISCALES DES ENTREPRISES

10 octobre 2016 – Commission parlementaire des Affaires économiques (ECON)

- Audition de la Commissaire à la Concurrence

A l'occasion d'une audition en commission des Affaires économiques, la Commissaire en charge de la politique de concurrence, Margrethe Vestager a déclaré qu'il n'y avait pas d'enquête européenne en vue sur les pratiques fiscales de Google. Seules les fiscalités d'Amazon, de McDonald's et d'Engie sont à l'heure actuelle sous le coup d'une enquête de la Commission. Elle a de nouveau appelé à l'introduction d'une obligation de rapport public pour les entreprises, qui détaillerait pour chaque pays

le nombre d'employés, les profits et les impôts payés, afin de déceler plus facilement les entreprises qui pratiquent l'optimisation fiscale. La prochaine réunion aura lieu le 8 novembre.

TRANSPARENCE FISCALE

11 octobre 2016 – Conseil des Ministres, formation Economie et Finances

- Adoption de conclusions

Les ministres de l'Economie et des Finances ont adopté des [conclusions](#) relatives à la transparence fiscale. Ils reconnaissent les progrès réalisés pour une fiscalité plus efficace et confirment le besoin d'améliorer les cadres fiscaux européens et internationaux pour éviter les abus transfrontières. Ils demandent de réfléchir à des moyens d'accroître la coopération administrative entre les autorités des Etats et ils invitent la Commission à analyser la pertinence d'une proposition sur l'accès transfrontière aux informations sur les propriétaires bénéficiaires ultimes, sur la base du travail réalisé au niveau international. Ils accueillent favorablement l'intention de la Commission de lancer cet automne une consultation sur les moyens de garantir une plus grande transparence des activités des intermédiaires.

DONNEES PERSONNELLES

ACCORD UE-USA SUR L'ÉCHANGE DE DONNEES A DES FINS COMMERCIALES (PRIVACY SHIELD)

27 octobre 2016 – Digital Rights Ireland

- Recours

A peine deux mois après l'entrée en vigueur du Privacy Shield, une organisation irlandaise de défense de la vie privée, Digital Rights Ireland, a déposé un recours devant la seconde plus haute Cour de l'Union européenne, le Tribunal de l'UE, en vue d'annuler cet accord qui ne protégerait pas adéquatement la vie privée des Européens. Plusieurs groupes de défense de la vie privée avaient annoncé qu'ils recourraient à ce type de moyens pour annuler l'accord s'il venait à être adopté par l'UE et les Etats-Unis. Le Tribunal doit désormais déterminer si ce recours est recevable. Si c'est le cas, le jugement ne sera probablement pas rendu avant au moins un an.

REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES

19 octobre 2016 – Symantec

- Rapport

L'entreprise Symantec a publié un [rapport](#) qui montre que les entreprises européennes sont mal préparées au nouveau règlement sur la protection des données personnelles. Sur les 900 dirigeants d'entreprises de plus de 50 personnes interrogés en France, en Allemagne et au Royaume-Uni, 96 % « ont une compréhension partielle » du texte. Plus de neuf entreprises sur dix « sont inquiètes quant à leur capacité à être en conformité » avec le règlement et seul un quart fait de cette mise en conformité une priorité pour les deux ans à venir.

Le règlement européen s'appliquera à partir de mai 2018.

ECONOMIE DES DONNÉES

25 octobre 2016 – Commission européenne

- Programme de travail 2017

La Commission a adopté son [programme de travail](#) 2017. Parmi les textes attendus l'année prochaine, la Commission prévoit des initiatives législatives pour aligner les règles de traitement des données personnelles par les institutions de l'UE sur le règlement général pour la protection des données personnelles (premier trimestre). Elle publiera également les résultats de son évaluation de la directive sur la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques. Enfin, elle prévoit

de publier un cadre pour les décisions d'adéquation en vue d'échanger des données personnelles européennes avec des Etats tiers. Sur la base de ce programme, la Commission, le Parlement et le Conseil vont à présent élaborer une résolution conjointe qui fixera les objectifs communs pour 2017.

17 octobre 2016 – Commission européenne

- Conférence de haut niveau

A l'occasion d'une [conférence](#) de haut niveau sur la construction d'une économie européenne basée sur les données, le Commissaire en charge du Numérique, Günther Oettinger, a annoncé que la proposition sur la libre circulation des données est repoussée à « début 2017 » et il en a précisé le contenu. La Commission a ainsi pour objectif d'apporter une plus grande sécurité juridique pour la propriété des données, « en particulier les données non personnelles générées par l'IoT », ce qui pourrait être éventuellement accompagnée d'un « nouveau droit des producteurs de données ». Un socle de dispositions contractuelles à insérer dans les contrats d'usage ou de commerce de données est également prévu.

NUMÉRISATION DE L'INDUSTRIE

12 octobre 2016 – Commission parlementaire de l'Industrie et de la Recherche (ITRE)

- Examen du projet de rapport sur le cloud

Le député du Front national, Jean-Luc Schaffhauser, a présenté son le [projet de rapport](#) non contraignant sur l'informatique en nuage à ses collègues de la commission parlementaire de l'Industrie. La plupart des députés se sont dits déçus par le contenu du rapport et opposés à ses recommandations. A l'inverse, ils soutiennent le principe de l'ouverture des données, qui nécessite de trouver des solutions en termes d'infrastructures, d'interopérabilité et de lutte contre la fragmentation. La Commission a trouvé regrettable que le rapporteur propose de rejeter la proposition de création d'un cloud européen.

Le délai de dépôt des amendements est fixé au 25 octobre.

12 octobre 2016 - Commission parlementaire de l'Industrie et de la Recherche (ITRE)

- Echange de vues préliminaire

L'écologiste allemand Reinhard Bütikofer a présenté sa vision préliminaire des thèmes qu'il abordera dans son futur rapport (non législatif) sur la numérisation de l'industrie européenne. Il prévoit de mentionner le rôle des investissements directs à l'étranger en matière de numérisation, la numérisation des infrastructures, la normalisation et la protection des données. Les rapporteurs fictifs ont souligné l'importance de la numérisation pour les PME et des clusters d'innovation technologique, ainsi que la nécessité de garantir la transition vers le numérique des compétences des travailleurs.

Le vote du rapport est prévu en commission en mars 2017.

MARCHE INTERIEUR

PROGRAMME 2017

25 octobre 2016 – Commission européenne

- Programme de travail 2017

La Commission a adopté son [programme de travail](#) 2017. Elle publiera notamment une initiative sur le droit des sociétés afin de faciliter l'utilisation des technologies numériques tout au long du cycle de vie de l'entreprise ainsi que lors des fusions transfrontières. Elle prévoit également d'adopter des mesures pour mieux appliquer les règles du marché intérieur, qui comprendrait des propositions relatives à un portail numérique unique et à un outil d'information sur le marché unique. Des initiatives sont aussi attendues sur le renforcement des pouvoirs des autorités nationales de concurrence.

E-COMMERCE

20 octobre 2016 – Parlement européen

- Etude

Le Parlement européen a publié une [étude](#) pour la commission du Marché intérieur relative au renforcement du commerce électronique dans l'Union européenne. Elle indique que les entrepreneurs européens rencontrent encore de trop nombreux obstacles pour développer leur entreprise en Europe (accès au financement, attirer des personnels) tandis que seulement 16% des consommateurs européens achètent en ligne à des entreprises établies en dehors de leur Etat. L'étude recommande donc de créer au plus vite un marché unique du numérique qui mettrait fin aux pratiques discriminatoires comme le géo-blocage, qui faciliterait l'envoi de colis, qui favoriserait l'interopérabilité et qui rapprocherait les législations relatives au droit des contrats. En vue de favoriser l'entrepreneuriat, l'étude suggère également d'accroître l'engagement des entreprises dans les start-ups, de mieux disséminer les bonnes pratiques et de développer des programmes européens pour que les entreprises changent d'échelle.

17 octobre 2016 – Commission européenne

- Sommet des consommateurs 2016

La Commission a organisé son sommet annuel relatif à la politique des consommateurs à l'occasion duquel le Vice-Président de la Commission en charge du Numérique, Andrus Ansip, [a souligné](#) l'importance du développement du commerce en ligne qui nécessite de donner davantage de droits et de protection aux consommateurs, ce qui est l'objectif de la Commission dans sa proposition de règlement sur le commerce en ligne. Il a également insisté sur le fait que les données, personnelles ou non, étaient au cœur de secteur et il a plaidé en faveur de la libre circulation des données dans l'UE. Il

a conclu en rappelant que le monde numérique évoluait rapidement et qu'il fallait s'y adapter et y répondre au plus tôt afin de profiter pleinement de son potentiel.

La commissaire en charge de la politique des consommateurs, Vera Jourova, a également [pris la parole](#). Elle a rappelé que la Commission travaille depuis le début de l'année sur la révision de la législation relative au droit des consommateurs afin de le moderniser et le simplifier. Ces modifications viseront particulièrement les domaines de l'information des consommateurs, du commerce équitable et d'une meilleure application des lois.

QUALITE DE L'INDUSTRIE

10 octobre 2016 – Commission européenne

- Création d'un groupe de travail

La Commission a annoncé la création d'un groupe de travail, placé sous la responsabilité conjointe de la Direction générale de l'Industrie et de celle des Consommateurs, qui sera chargé de faire des propositions pour faire évoluer la réglementation afin d'améliorer la qualité et la compétitivité de l'industrie européenne. Trois axes de travail sont envisagés : lutter contre l'obsolescence programmée des produits, augmenter la période minimale de garantie et développer des mises à jour. Une première évaluation relative à l'impact de ces questions sur le marché européen et des bénéfices pour l'industrie devrait être publiée au second semestre 2017.

CONCENTRATIONS

7 octobre 2016 – Commission européenne

- Consultation

La Commission a lancé une [consultation](#) publique visant à évaluer les aspects procéduraux et juridictionnels du contrôle des fusions et des concentrations dans l'UE. L'objectif est de recueillir l'avis des parties prenantes sur les moyens de limiter les démarches administratives et sur la prise en compte de critères autres que le chiffre d'affaires, tels que les données ou les brevets, pour évaluer si une fusion ne réduirait pas la concurrence sur un marché.

La consultation est ouverte jusqu'au 13 janvier 2017.

DROIT DES AFFAIRES

13 octobre 2016 – Commission parlementaire des Affaires juridiques (JURI)

- Audition publique

La commission des Affaires juridiques a procédé à une audition publique des auteurs d'une étude qui fait la synthèse de l'acquis communautaire dans douze spécialités du droit des affaires (droit du marché, droit bancaire, droit des assurances, droit de la propriété intellectuelle, droit fiscal, droit social, etc.). Ils concluent de cet inventaire que le droit des affaires dans l'UE souffre d'un manque d'accessibilité et d'intelligibilité et qu'il reste inachevé dans de nombreux domaines. Ils proposent de consolider l'acquis dans un code européen du droit des entreprises qui recenserait les textes en vigueur et donnerait accès aux législations nationales qui transposent le droit européen.

3 octobre 2016 – Parlement européen

- Etude

Le Parlement européen a publié une [étude](#) pour la commission du Marché intérieure qui présente le cadre juridique actuel et les défis rencontrés pour établir des franchises dans l'UE. Elle souligne le manque d'homogénéité des approches nationales qui mène à une sous-utilisation des franchises dans l'UE : 83,5% du chiffre d'affaires issu des franchises est concentré dans seulement 25% des Etats membres et ne représente que 1,86% du PIB européen (comparé à 5,95% du PIB américain et 10,83% du PIB Australien par exemple). Les auteurs font plusieurs recommandations : promouvoir les franchises et la confiance du marché, assurer un meilleur équilibre des intérêts des concédants et des franchisés et le faire d'une façon plus harmonisée dans l'UE.

EMPLOI

AGENDA DES COMPETENCES

13 octobre 2016 – Conseil des Ministres, formation Emploi

- Echange de vues

Les Ministres ont discuté du paquet de mesures que la Commission a publié en juin sur l'agenda des nouvelles compétences. Il a soutenu [l'avis](#) du comité sur l'emploi. Les ministres sont d'accord pour se concentrer sur l'apprentissage de compétences basiques ainsi que celles nécessaires à la reconversion ou à la promotion. L'importance des compétences relationnelles, de l'esprit entrepreneurial et des compétences numériques a été souligné. L'accroissement de leur compétitivité doit s'accompagner d'inclusion sociale, en particulier pour les personnes vulnérables et pour les migrants.

10 octobre 2016 – Conseil des Ministres, formation Agriculture

- Adoption de conclusions

A la suite de la publication par la Cour des comptes de l'UE d'un [rapport](#) sur l'éducation, les Ministres ont adopté des [conclusions](#) qui soulignent que l'investissement dans l'éducation est essentiel en vue d'améliorer la productivité des travailleurs et le développement professionnel des citoyens de l'UE. Ils considèrent que le niveau d'éducation a un impact direct sur l'employabilité et la qualité de l'emploi obtenu. Ils enjoignent la Commission et les Etats membre à mettre en place des indicateurs de résultats appropriés afin de mieux évaluer les objectifs en termes d'éducation et d'emploi.

CHOMAGE DE LONGUE DUREE

13 octobre 2016 – Conseil des Ministres, formation Emploi

- Echange de vues

Les Ministres ont échangé sur la mise en œuvre des recommandations relatives au chômage de longue durée qu'ils ont adoptées en décembre dernier. Ils ont souligné que ce phénomène était particulièrement inquiétant car il s'accompagnait d'isolation, de perte de compétence et de salaire, et ils ont encouragé les employeurs à mettre de côté leurs craintes que les chômeurs de longue durée coûtent davantage à l'entreprise. Le Conseil a insisté sur le fait que la prévention du chômage de longue durée est plus efficace que sa gestion.

PILIER EUROPEEN DES DROITS SOCIAUX

25 octobre 2016 – Commission européenne

- Programme de travail 2017

La Commission a adopté son [programme de travail](#) 2017. A la suite de la consultation elle publiera une proposition sur le pilier des droits sociaux au premier trimestre 2017 et elle présentera des initiatives adjacentes telles que les défis rencontrés par les familles qui travaillent pour arriver à une vie personnelle et professionnelle équilibrée ou pour accéder à la protection sociale. La Commission prévoit également d'évaluer la directive sur le temps de travail et celle sur la déclaration écrite qui établit l'obligation pour les employeurs d'informer leurs employés sur les conditions applicables à leur contrats.

19 octobre 2016 – Commission européenne et partenaires sociaux

- Sommet social tripartite

Le thème du sommet était « S'attaquer aux défis européens : assurer la croissance, l'emploi et la justice ». Les participants étaient invités à exprimer leur opinion sur trois thèmes en particulier : les principaux défis relatifs à la croissance en 2017, le rôle des partenaires sociaux pour mettre en œuvre l'agenda européen des compétences et les leçons apprises quant à l'intégration des réfugiés dans les marchés du travail et dans la société.

Le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, a souligné que l'emploi progresse en Europe mais qu'il y a encore des efforts à faire et que les partenaires sociaux ont un rôle indispensable pour renforcer les actions prises au niveau national et européen. L'association européenne des entreprises BusinessEurope a souligné que les entreprises et les employés ne devaient pas payer le prix du Brexit. Les syndicats ont quant à eux appelé à davantage d'investissement public et privé pour stimuler la croissance, sans qu'ils soient comptabilisés dans les calculs relatifs au déficit et à la dette au niveau national ([communiqué de presse](#)).

13 octobre 2016 – Conseil des Ministres, formation Emploi

- Information

La présidence slovaque du Conseil et la Commission ont informé les ministres des préparations relatives au sommet social tripartite qui se déroule le 19 octobre à Bruxelles et ils ont adopté une [décision](#) qui apporte des changements organisationnels à ce sommet.

13 octobre 2016 – Conseil des Ministres, formation Emploi

- Approbation des recommandations

Les Ministres ont soutenu les [recommandations](#) relatives au pilier des droits sociaux faites par deux groupes de travail. Ils voient dans cet instrument un moyen d'identifier les manques en termes de législation sociale et de favoriser permettre l'échange d'expérience entre les Etats. Ils souhaitent également que cet instrument soit suffisamment flexible pour être interactif et pour s'adapter à la convergence en matière social et d'emploi des Etats tout en respectant leurs compétences nationales.

LICENCIEMENTS

5 octobre 2016 – Parlement européen

- Adoption d'une résolution

Les députés européens ont [adopté](#) une résolution non contraignante qui demande à la Commission de revoir les règles relatives aux licenciements de masse. A la suite de l'annonce de la fermeture des usines d'Alstom à Belfort et de Caterpillar en Belgique, les députés demandent à la Commission de consulter les partenaires sociaux sur l'efficacité de la législation relatives aux licenciements de masse et d'enquêter sur les moyens par lesquels la procédure de consultation avec le Conseil européen du travail a été effectuée.

OBJECTIFS ET FINANCEMENTS

13 octobre 2016 – Conseil des Ministres, formation Emploi

- Adoption des lignes directrices

Les Ministres ont [décidé](#) de maintenir en 2016 les lignes directrices relatives aux politiques d'emploi dans les Etats membres adoptées l'année dernière.

12 octobre 2016 – Commission européenne

- Consultation

La Commission a lancé une [consultation](#) publique concernant l'évaluation à mi-parcours du programme de l'Union européenne pour l'emploi et l'innovation sociale (programme EaSI). Elle porte sur les activités menées dans le cadre des trois volets du programme, c'est-à-dire le volet dédié à l'inclusion, la protection sociale et la lutte contre les discriminations, le volet relatif à la promotion de la mobilité professionnelle au sein de l'UE et le volet portant sur le micro-financement et l'entrepreneuriat social.

La consultation est ouverte jusqu'au 11 janvier 2017.